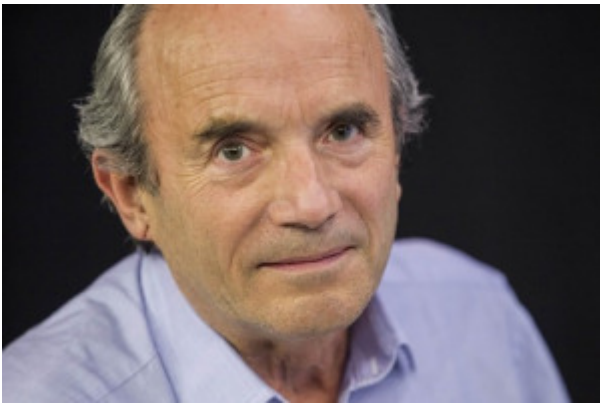


Ivan Rioufol à Macron : rien ne justifie de transiger avec ceux qui veulent détruire la nation

écrit par Denise | 20 février 2018



Pour mémoire, les articles que nous avons déjà consacrés à El Karoui :

<http://resistancerepublicaine.com/2018/02/13/les-9-terrifiantes-propositions-de-hakim-el-karoui-conseiller-de-macron-pour-lislam-de-france/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/02/13/halal-grace-a-macron-les-cons-qui-mangent-autre-chose-que-du-porc-vont-payer-le-salaire-des-imams/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/02/11/macron-va-organiser-lislam-de-france-avec-linstitut-montaigne-voila-ce-qui-est-decide/>

«Face à l'islam conquérant, la France recule»

Par Ivan Rioufol

CHRONIQUE – Si rien ne vient briser l'hégémonie prise dans les

cités par les Frères musulmans et le salafisme, la France deviendra vite méconnaissable et invivable.

La France recule sous les assauts de l'islam conquérant. Il crée le désordre dans la laïcité, la mixité, l'indivisibilité nationale. Il sème la discorde jusque dans l'école. Il fracture la nation. Partout, cette idéologie minoritaire exige sa visibilité, pose ses exigences, bouscule la République bonne fille. Emmanuel Macron promet d'aborder la question de l'islam avant la fin du premier semestre. Dimanche, il a dit vouloir «poser les jalons de toute l'organisation de l'islam de France». Bien. Mais sa prudence est un renoncement à affronter l'esprit totalitaire. Or il est à la source de l'épreuve de force. Un conseiller sur ce dossier, Hakim el-Karoui, constate (L'Opinion, lundi) que «les islamistes ont gagné la bataille de la norme, qu'il s'agisse du port du voile ou de la consommation de la viande hallal». Faudrait-il s'en satisfaire? Quand el-Karoui affirme dans la foulée qu'il faut «lutter contre l'islamophobie», en avalisant ce mot brandi par les islamistes et leurs caniches, il rend les armes.

Les alertes des musulmans qui se sont libérés des interdits coraniques ne sont pas entendues du pouvoir

La démocratie française est en train de perdre la guerre que l'islam radical lui a déclarée. Les alertes des musulmans qui se sont libérés des interdits coraniques ne sont pas entendues du pouvoir. Les musulmanes qui dénoncent l'oppression sexiste symbolisée par le voile protestent dans le vide. L'État «humaniste» ne s'émeut que de ceux qui surjouent les plaintes, dans un permanent chantage. L'apaisement promu par les autorités banalise l'infiltration islamiste. La candidate enturbannée de The Voice, la jolie et talentueuse Mennel Ibitssem, a eu ses défenseurs subjugués, en dépit des révélations sur sa proximité avec les Frères musulmans. Elle a eu ses avocats pour plaider son jeune âge (22 ans) et son

droit à l'erreur. Mais bien peu se sont interrogés sur l'instrumentalisation prosélyte de sa présence sur TF1. L'indignation des réseaux sociaux a contraint la chanteuse à se retirer du télé-crochet. Cependant, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la réaction colérique de la jeunesse musulmane.

Faudrait-il se résoudre à vivre dans la crainte des humeurs d'une contre-société gangrenée par la dictature islamique et sa haine de l'Occident? Près de la moitié des jeunes musulmans sont attirés par les valeurs de la charia. Si rien ne vient briser l'hégémonie prise dans les cités par les Frères musulmans et le salafisme, la France deviendra vite méconnaissable et invivable.

Réformer l'organisation de cette religion ne sera jamais suffisant. Réciter, avec Macron, des mantras sur «l'islam compatible avec la démocratie» demeurera mensonger tant que ne sera pas nommé et combattu le totalitarisme qui enfièvre l'islam. Cet islam-là ne réclame pas de croire en son Dieu, ce qui serait respectable. Il prétend imposer à tous ses lois et sa Constitution. Comme l'explique Mohamed Louizi *, «l'islamisme (ou islam politique) est l'instrumentalisation de la foi musulmane, depuis la nuit de la mort du Prophète, à des fins de conquête du pouvoir politique». Louizi réclame un islam «dépolitisé, désarmé et non violent». Bel objectif.

Les droits de l'homme sont mis au service de la pensée totalitaire

En attendant, les droits de l'homme sont mis au service de la pensée totalitaire. C'est en leur nom, en effet, que les islamistes combattent la démocratie. Leur statut de minorité, reconnu par l'idéologie «antiraciste», leur offre la posture victimaire qui permet les abus de droit et les outrances. Dernièrement, la sénatrice PS des Bouches-du-Rhône Samia Ghali a insinué que Tariq Ramadan pourrait être suspecté non pour ses viols mais parce qu'il est musulman. Dans cette pensée complotiste, tout est fait pour persuader de la violence de la

France, au point d'avoir convaincu le pouvoir de sa propre culpabilité. Plus l'islam radical humilie l'État, plus celui-ci se couche. Le préalable à toute réaction de la République est donc de s'extraire de ce piège dialectique qui empêche de mettre un coup d'arrêt à cette subversion sectaire. C'est elle que le gouvernement doit combattre, plutôt que d'envisager des accommodements avec la loi de 1905.

Les délateurs et leurs soutiens

Pour Macron, qui menace d'aller faire la guerre en Syrie, la tentation est grande d'acheter la paix intérieure en cédant à l'ennemi. Or rien ne peut justifier de transiger avec ceux qui veulent détruire la nation. Il a déjà été rappelé ici les similitudes qui unissent l'islamisme au communiste et au nazisme: le même culte de la force, la même détestation du monde libre, le même goût pour la table rase au profit d'un peuple supérieur. L'antisémitisme, le sexisme, la violence terroriste, commencent certes à ébranler l'opinion. Mais si le chef de l'État a pu se désoler dernièrement: «On est en train de perdre la bataille», il ne parlait que du climat. Or c'est un affrontement permanent qui se consolide, attisé par la passivité de nombreux organismes publics. L'Observatoire de la laïcité, par exemple, ne voit toujours rien de l'entrisme des Frères musulmans. Quant au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), il est ouvertement utilisé par ceux qui voudraient imposer le délit de blasphème. Se réveillera-t-il?

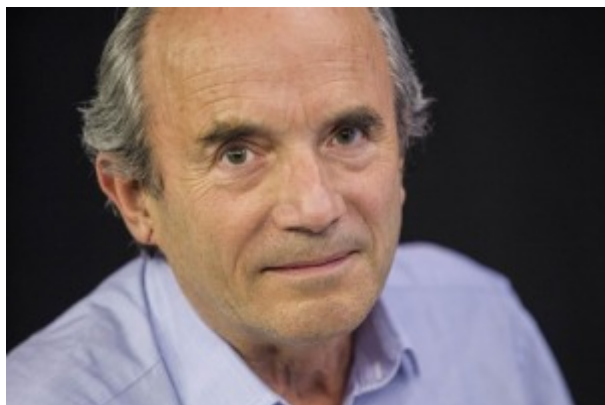
La guerre civile est dans les têtes de ces fanatiques

L'expérience vécue par votre serviteur ces jours-ci illustre la prétention hégémonique du courant islamiste. Pour avoir qualifié, vendredi dernier sur CNews, le voile de la chanteuse Mennel de «signe politique» et avoir redit que l'islam n'était pas seulement «une religion» mais un «corpus politique, une idéologie totalitaire», j'ai observé l'islamosphère se déchaîner sur Twitter pour obtenir du CSA qu'il sanctionne mes propos. La délation, lancée par une «journaliste», Feïza Ben Mohamed, a été relayée par le Collectif contre l'islamophobie

en France (CCIF), Dômes et Minarets et autres censeurs du même creuset. Le journaliste Jean-Michel Aphantie a soutenu la dénonciation, tandis que le réalisateur Dominique Farrugia m'insultait sur C8. Pour sa part, la militante anti-islamiste Henda Ayari, épuisée par la violence ordurière des attaques, s'est retirée un temps du combat. La guerre civile est dans les têtes de ces fanatiques et de leurs «collabos» à front de taureau.

La fronde des musulmanes

L'islamisme, vaincu par les femmes? Cette fois, c'est de La Mecque (Arabie saoudite) que vient la fronde, qui a déjà atteint l'Iran. Sous le hashtag MosqueMeToo (mosquée moi aussi), des musulmanes dénoncent la violence et les viols qu'elles ont subis lors de leur pèlerinage, alors qu'elles étaient voilées. Voilà ce que dit la sourate 5, verset 6, dans un douteux amalgame: *«Si l'un de vous revient du lieu où il a fait ses besoins, ou si vous avez touché aux femmes et que vous ne trouvez pas d'eau, alors recourez à la terre pure, passez-en sur vos visages et sur vos mains»...*



Ivan Rioufol

* *«Libérer l'islam de l'islamisme»*, Fondapol, janvier 2018.